

26
avr. 2019

 Niv. 2


L'État a
répondu

Monténégro

Création de l'alerte : 27 juin 2018

Chef du radiodiffuseur public limogé

SOURCE DE LA MENACE ▶ Etatique

CATÉGORIE  ▶ Autres actes ayant des effets dissuasifs sur la liberté
des médias

AUTEUR : Index, RSF

Le 7 juin 2018, le Conseil du radiodiffuseur public monténégrin RTCG a destitué le directeur Andrijana Kadija, une action vue par la communauté civile locale et les journalistes comme une tentative de la part du Parti démocrate socialiste (DPS) d'étouffer l'indépendance éditoriale, selon un rapport du site d'information tol.org. La raison ostensible invoquée pour le limogeage de Kadija était l'abus de pouvoir et son manque de professionnalisme, a rapporté la presse monténégrine. Six membres du Conseil RTCG ont voté pour le licenciement de Kadija, et deux ont voté contre son licenciement. Kadija a déclaré que la décision du Conseil RTCG était de nature politique et portait atteinte à l'indépendance du radiodiffuseur public. "Mon seul péché est que je suis apolitique ... Je voulais un service public professionnel pour tous les citoyens, et pendant que je le dirigeais, notre service public était vraiment indépendant. Vous ne me licenciez pas comme incompetente, mais comme politiquement inappropriée ", CDM.me a cité ses dires pendant la réunion du Conseil. Alors que le Conseil RTCG s'est réuni pour voter sur le limogeage de Kadija, une centaine de personnes se sont rassemblées devant le siège de l'organisation pour protester en sa faveur, a rapporté Radio Free Europe. Selon la même source, l'Association des journalistes monténégrins a déclaré que le personnel du RTCG travaillait sous une "énorme pression politique" du gouvernement, ce qui rendait "difficile pour les journalistes et les rédacteurs de faire leur travail professionnellement". L'Union européenne a publié une déclaration a déclaré que le limogeage de Kadija était "totalement inacceptable" et "contraire à la liberté d'expression et à l'indépendance des médias qui sont des valeurs fondamentales de l'Union européenne", a rapporté le site d'information EUobserver.

INFORMATIONS ADDITIONNELLES

 [Mapping Media Freedom: Head of Montenegrin Public Broadcaster Sacked](#)

RÉPONSES DE L'ÉTAT



26 avr. 2019 | Réponse du gouvernement du Monténégro

- ➔ Note verbale de la Représentation permanente du Monténégro auprès du Conseil de l'Europe